

**DECRET N° 2009-400 /PRES/PM/MFPRE/MPTIC/
MEF portant organisation des emplois spécifiques du
Ministère des postes et des technologies de
l'information et de la communication.**

*Visa CFH 0332
27-05-09*
**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES**

VU la Constitution ;

VU le décret n°2007-349/PRES du 04 juin 2007 portant nomination du Premier Ministre ;

VU le décret n°2008-517/PRES/PM du 03 septembre 2008 portant remaniement du Gouvernement ;

VU la loi n°10/98/AN du 21 avril 1998 portant modalités d'intervention de l'Etat et répartition de compétences entre l'Etat et les autres acteurs du développement ;

VU la loi n°013/98/AN du 28 avril 1998 portant régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la Fonction publique ;

VU la loi n°019-2005/AN du 18 mai 2005 portant modification de la loi n°013/98/AN du 28 avril 1998 portant régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la fonction publique ;

VU le décret n°2007-424/PRES/PM/SGG-CM du 13 juillet 2007 portant attributions des membres du Gouvernement ;

VU le décret n°2006-619/PRES/PM du 15 décembre 2006 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère des postes et des technologies de l'information et de la communication ;

Sur rapport du Ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat ;

Le Conseil des Ministres entendu en sa du séance du 25 mars 2009 ;

DECRETE

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Les emplois spécifiques du Ministère des postes et des technologies de l'information et de la communication sont constitués des emplois de fonctionnaires et des emplois permanents de contractuels ci-après :

A - Emplois permanents de contractuels :

- l'emploi de Technicien des systèmes informatiques et de télécommunications ;
- l'emploi de Technicien supérieur en informatique et télécommunications ;
- l'emploi d'Ingénieur de travaux en informatique et télécommunications ;
- l'emploi d'Agent de bureau des services postaux et financiers ;
- l'emploi d'Agent d'exploitation des services postaux et financiers ;
- l'emploi de Contrôleur des services postaux et financiers ;
- l'emploi d'Inspecteur des services postaux et financiers ;
- l'emploi d'Agent technique des télécommunications ;
- l'emploi d'Agent des installations électromécaniques (I E M) ;
- l'emploi de Contrôleur des I E M ;
- l'emploi d'Inspecteur des I E M.

B - Emplois de fonctionnaires :

- l'emploi d'Ingénieur de conception en informatique et télécommunications ;
- l'emploi d'Administrateur des services postaux et financiers.

L'organisation desdits emplois est déterminée conformément aux dispositions du présent décret.

CHAPITRE II : DE L'EMPLOI DE TECHNICIEN DES SYSTEMES INFORMATIQUES ET DE TELECOMMUNICATIONS

Section 1 : Attributions

Article 2 : L'emploi de Technicien des systèmes informatiques et de télécommunications comprend les attributions suivantes :

- assurer le monitoring des équipements et des Systèmes Informatiques ou de Télécommunications ;
- effectuer la maintenance préventive des équipements informatiques ou de télécommunications ;
- exécuter toutes autres tâches connexes confiées par le supérieur hiérarchique.

Section 2 : Modes et conditions d'accès

Article 3 : Les personnels recrutés pour exercer l'emploi de Technicien des systèmes informatiques et de télécommunications sont appelés Techniciens des systèmes informatiques et de Télécommunications.

Article 4 : Les Techniciens des systèmes informatiques et de télécommunications se recrutent par concours direct ouvert par arrêté du Ministre chargé de la Fonction publique aux candidats remplissant les conditions générales de recrutement prévues aux articles 10 et 11 de la loi n°013/98/AN du 28 avril 1998 portant régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la Fonction publique et titulaires du Diplôme de Technicien des Télécommunications, du baccalauréat série H ou de tout autre diplôme reconnu équivalent.

Les candidats déclarés admis sont engagés dans la Fonction publique en qualité de Technicien des systèmes informatiques et de télécommunications et soumis à une période d'essai de deux (2) mois pour compter de leur date de prise de service.

Section 3 : Classification catégorielle

Article 5 : L'emploi de Technicien des systèmes informatiques et de télécommunications est classé dans la 2^{ème} catégorie, échelle B du régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la Fonction publique.

Section 4 : Dispositions transitoires

Article 6 : Les personnels de la catégorie B, échelle 2 ou de la 2^{ème} catégorie, échelle B, recrutés en qualité de Technicien de l'informatique en activité, en disponibilité ou en détachement à la date d'entrée en vigueur du présent décret, seront, pour compter de la même date, nommés Techniciens des systèmes informatiques et de télécommunications catégorie pour catégorie, échelle pour échelle, classe pour classe, échelon pour échelon.

Article 7 : Nonobstant les dispositions des articles 4 et 5 ci-dessus, les personnels de la catégorie B, échelle 3 ou de la 2^{ème} catégorie, échelle C, recrutés en qualité de Technicien de l'informatique en activité, en disponibilité ou en détachement à la date d'entrée en vigueur du présent décret, seront pour compter de la même date, nommés Techniciens des systèmes informatiques et de télécommunications catégorie pour catégorie, échelle pour échelle, classe pour classe, échelon pour échelon.

Article 8 : Pendant une période de cinq (5) ans, à compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret, les personnels visés à l'article 7 ci-dessus pourront prendre part aux examens professionnels organisés chaque année en vue d'accéder à l'échelle 2 de la catégorie B ou à l'échelle B de la 2^{ème} catégorie.

Section 2 : Modes et conditions d'accès

Article 11 : Les personnels recrutés pour exercer l'emploi de Technicien supérieur en informatique et télécommunications sont appelés Techniciens Supérieurs en informatique et télécommunications.

Article 12 : Les Techniciens supérieurs en informatique et télécommunications se recrutent :

- 1 sur titre parmi les Techniciens supérieurs en informatique et télécommunications titulaires du Diplôme Universitaire de Technologies (DUT) ou du Brevet de Technicien Supérieur (BTS) portant la mention informatique, systèmes et réseaux informatiques, maintenance informatique, automatique, informatique industrielle ou télécommunications, ou de tout autre diplôme reconnu équivalent.

L'accès à la formation de Technicien supérieur en informatique et télécommunications se fait par concours professionnel ouvert par arrêté du Ministre chargé de la Fonction Publique aux Techniciens des systèmes informatiques et de télécommunications, titulaires du baccalauréat, et remplissant les conditions d'âge fixées par les textes en vigueur et justifiant d'une ancienneté de cinq (5) ans dans l'Administration dont trois (3) ans dans leur emploi.

La durée de la formation est de deux (2) ans.

- 2 par concours direct ouvert par arrêté du Ministre chargé de la Fonction publique aux candidats remplissant les conditions générales de recrutement prévues aux articles 10 et 11 de la loi n°013/98/AN du 28 avril 1998 portant régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la Fonction publique et titulaires du Diplôme Universitaire de Technologies (DUT) ou du Brevet de Technicien Supérieur (BTS) portant la mention informatique, systèmes et réseaux informatiques, maintenance informatique, automatique, informatique industrielle ou télécommunications, ou de tout autre diplôme reconnu équivalent.

Les candidats déclarés admis sont engagés dans la Fonction publique en qualité de Technicien supérieur en informatique et télécommunications et soumis à une période d'essai de deux (2) mois pour compter de leur date de prise de service.

Section 3 : Classification catégorielle

Article 13 : L'emploi de Technicien supérieur en informatique et télécommunications est classé dans la 2^{ème} catégorie, échelle A du régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la Fonction publique.

Section 4 : Dispositions transitoires

Article 14 : Les personnels de la catégorie B, échelle 1 ou de la 2^{ème} catégorie, échelle A recrutés en qualité de Technicien supérieur de l'informatique, en activité, en disponibilité ou en détachement à la date d'entrée en vigueur du présent décret, seront, pour compter de la même date, nommés Techniciens supérieurs en informatique et télécommunications catégorie pour catégorie, échelle pour échelle, classe pour classe, échelon pour échelon.

Article 15 : Nonobstant les dispositions de l'article 1 ci-dessus, les fonctionnaires de la catégorie B, échelle 1, nommés Techniciens supérieurs en informatique et télécommunications, en application des dispositions de l'article 14 ci-dessus, conservent leur statut de fonctionnaire.

CHAPITRE IV : DE L'EMPLOI D'INGENIEUR DE TRAVAUX EN INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS

Section 1 : Attributions

Article 16 : L'emploi d'Ingénieur de Travaux en informatique et télécommunications comprend les attributions suivantes :

- participer à la réalisation des études informatiques (plans directeurs informatiques nationaux, schémas directeurs informatiques sectoriels, audits informatiques, études de faisabilité, cahiers des charges d'applications informatiques, etc.) ;
- réaliser, mettre en exploitation et maintenir les applications informatiques ;
- élaborer les guides et dossiers d'exploitation des applications ;
- réaliser les supports de formation des utilisateurs ;
- superviser la formation et assister les utilisateurs en vue de garantir l'utilisation optimale des applications, des équipements, des systèmes et des réseaux informatiques ou de télécommunications ;
- assurer l'exploitation des applications informatiques ;
- effectuer l'installation, l'intégration, l'administration et la maintenance des équipements, des systèmes et des réseaux informatiques ou de télécommunications ;
- installer, configurer et administrer les progiciels et les systèmes de gestion des données ;
- assurer la gestion des alertes et des incidents des installations informatiques ou de télécommunications ;

- assurer la gestion du parc informatique et celle des réseaux informatiques ou de télécommunications ;
- participer à la mise en œuvre de la politique de sécurité des données ;
- veiller à la sécurité des équipements, de leurs systèmes d'exploitation et des réseaux informatiques ou de télécommunications ;
- participer à la préparation des spécifications techniques et au choix des produits et services informatiques ;
- participer à la définition des procédures d'acquisition, de gestion et de maintenance des équipements informatiques ou de télécommunications et veiller à leur application ;
- participer à la préparation des spécifications techniques et au choix des systèmes, équipements et réseaux informatiques ou de télécommunications ;
- participer à la préparation et au suivi de l'exécution des contrats de maintenance des équipements et réseaux informatiques ou de télécommunications ;
- exécuter toutes autres tâches connexes confiées par le supérieur hiérarchique.

Section 2 : Modes et conditions d'accès

Article 17 : Les personnels recrutés pour exercer l'emploi d'Ingénieur de Travaux en informatique et télécommunications sont appelés Ingénieurs de Travaux en informatique et télécommunications.

Article 18: Les Ingénieurs de travaux en informatique et télécommunications se recrutent :

1-sur titre parmi les Ingénieurs de travaux en informatique et télécommunications titulaires d'une Licence ou d'un diplôme d'Ingénieur de travaux en informatique portant la mention informatique, systèmes et réseaux informatiques, maintenance informatique, automatique, informatique industrielle ou télécommunications, ou de tout autre diplôme reconnu équivalent.

L'accès à la formation d'Ingénieur de travaux en informatique et télécommunications se fait par concours professionnel ouvert par arrêté du Ministre chargé de la Fonction publique aux Techniciens supérieurs en informatique et télécommunications et aux Techniciens des systèmes informatiques et de télécommunications titulaires du Baccalauréat, remplissant les conditions d'âge fixées par les textes en vigueur et justifiant d'une ancienneté de cinq (5) ans dans l'Administration dont trois (3) ans dans leur emploi.

La durée de la formation est de trois (3) ans pour les Techniciens des systèmes informatiques et de télécommunications et de un (1) an pour les Techniciens supérieurs en informatique et télécommunications.

2-par concours direct ouvert par arrêté du Ministre chargé de la Fonction Publique aux candidats remplissant les conditions générales de recrutement prévues aux articles 10 et 11 de la loi n°013/98/AN du 28 avril 1998 portant régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la Fonction publique et titulaires d'une licence ou d'un diplôme d'Ingénieur de travaux en informatique portant la mention informatique, systèmes et réseaux informatiques, maintenance informatique, automatique, informatique industrielle ou télécommunications, ou de tout autre diplôme reconnu équivalent.

Les candidats déclarés admis sont engagés dans la Fonction publique en qualité d'Ingénieur de travaux en informatique et télécommunications et soumis à une période d'essai de trois (3) mois pour compter de leur date de prise de service.

Section 3 : Classification catégorielle

Article 19 : L'emploi d'Ingénieur de travaux en informatique et télécommunications est classé dans la 1^{ère} catégorie, échelle C du régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la Fonction Publique.

Section 4 : Dispositions transitoires

Article 20 : Les personnels de la Fonction publique de la catégorie A, échelle 3 ou de la 1^{ère} catégorie, échelle C, recrutés en qualité d'Ingénieur d'application des techniques informatiques, en activité, en disponibilité ou en détachement à la date d'entrée en vigueur du présent décret, seront, pour compter de la même date, nommés Ingénieurs de travaux en informatique et télécommunications, catégorie pour catégorie, échelle pour échelle, classe pour classe, échelon pour échelon.

Article 21: Nonobstant les dispositions de l'article 1 ci-dessus, les fonctionnaires de la catégorie A, échelle 3, nommés Ingénieurs de travaux en informatique et télécommunications, en application des dispositions de l'article 20 ci-dessus, conservent leur statut de fonctionnaire.

CHAPITRE V : DE L'EMPLOI D'INGENIEUR DE CONCEPTION EN INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATIONS

Section 1 : Attributions

Article 22 : L'emploi d'Ingénieur de Conception en informatique et télécommunications comprend les attributions suivantes :

- participer à l'élaboration des politiques et des stratégies nationales dans le domaine des technologies de l'information et de la communication ;

- contrôler et évaluer la mise en œuvre des politiques et stratégies nationales dans le domaine des technologies de l'information et de la communication ;
- participer à l'élaboration des textes réglementaires et des directives régissant l'organisation et le fonctionnement des services et des projets informatiques ou de télécommunications et veiller à leur application ;
- participer à l'élaboration des textes réglementant le secteur des technologies de l'information et de la communication ;
- assurer la veille technologique dans le domaine des Technologies de l'Information et de la Communication ;
- réaliser des études (plans directeurs informatiques nationaux, schémas directeurs informatiques sectoriels, audits informatiques, mise en place de réseaux locaux, métropolitains et nationaux, audits de réseaux, études de faisabilité, cahiers des charges, etc.) ;
- définir des référentiels communs afin de garantir l'interopérabilité et de faciliter l'intégration des applications, des systèmes, des équipements et des réseaux informatiques ou de télécommunications, ainsi que la dématérialisation des procédures de travail ;
- définir les normes, les méthodes de travail et opérer les choix technologiques en matière d'applications, de systèmes, d'équipements et de réseaux informatiques ou de télécommunications ;
- assurer la gestion complète des projets d'informatisation ;
- planifier et exécuter la formation et le recyclage du personnel technique dans le domaine de l'ingénierie des logiciels, des systèmes et réseaux informatiques ou de télécommunications ;
- concevoir, planifier et superviser la mise en place de la politique de sécurité des équipements, des systèmes d'exploitation et des réseaux informatiques ou de télécommunications ;
- concevoir, planifier et superviser la mise en œuvre de la politique d'acquisition, de gestion et de maintenance des équipements et des réseaux informatiques ou de télécommunications ;
- superviser la préparation des contrats dans le domaine des Technologies de l'information et de la communication ;
- exécuter toutes autres tâches connexes confiées par le supérieur hiérarchique dans le cadre réglementaire.

Section 2 : Modes et conditions d'accès

Article 23 : Les personnels recrutés pour exercer l'emploi d'Ingénieur de Conception en informatique et télécommunications sont appelés Ingénieurs de Conception en informatique et télécommunications.

Article 24 : Les Ingénieurs de Conception en informatique et télécommunications se recrutent :

1-sur titre parmi les Ingénieurs de Conception en informatique et télécommunications titulaires d'un Master, d'un diplôme d'Ingénieur de Conception, d'un Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA) ou d'un Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées (DESS) portant la mention informatique, systèmes et réseaux informatiques, maintenance informatique, automatique, informatique industrielle ou télécommunications ou de tout autre diplôme reconnu équivalent.

L'accès à la formation d'Ingénieur de Conception en informatique et télécommunications se fait par concours professionnel ouvert par arrêté du Ministre chargé de la Fonction Publique aux Ingénieurs Maîtres en informatique et télécommunications, aux Ingénieurs de Travaux en informatique et télécommunications et aux Techniciens Supérieurs en informatique et télécommunications, remplissant les conditions d'âge fixées par les textes en vigueur et justifiant d'une ancienneté de cinq (5) ans dans l'Administration dont trois (3) ans dans leur emploi.

La durée de la formation est de trois (3) ans pour les Techniciens Supérieurs en informatique et télécommunications et de deux (2) ans pour les Ingénieurs de Travaux en informatique et télécommunications.

2-par concours direct ouvert par arrêté du Ministre chargé de la Fonction Publique aux candidats remplissant les conditions générales de recrutement prévues à l'article 10 de la loi n°013/98/AN du 28 avril 1998 portant régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la Fonction publique et titulaires du Master, du diplôme d'Ingénieur de Conception, du Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA) ou du Diplôme d'Etudes Supérieures Spécialisées (DESS) portant la mention informatique, systèmes et réseaux informatiques, maintenance informatique, automatique, informatique industrielle ou télécommunications ou de tout autre diplôme reconnu équivalent.

Les candidats déclarés admis sont intégrés dans la Fonction Publique en qualité d'Ingénieur de Conception en informatique et télécommunications stagiaire pour compter de leur date de prise de service.

Section 3 : Classification catégorielle

Article 25 : L'emploi d'Ingénieur de Conception en informatique et télécommunications est classé dans la catégorie A, échelle 1 du régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la Fonction Publique.

Section 4 : Dispositions transitoires

Article 26 : Les personnels de la Fonction publique de la catégorie A, échelle 1 ou de la 1^{ère} catégorie, échelle A, recrutés en qualité d'Ingénieur de conception des techniques informatiques, en activité, en détachement ou en disponibilité à la date d'entrée en vigueur du présent décret, seront, pour compter de la même date, nommés Ingénieurs de conception en informatique et télécommunications, catégorie pour catégorie, échelle pour échelle, classe pour classe, échelon pour échelon.

Article 27 : Nonobstant les dispositions de l'article 24 ci-dessus, les personnels de la Fonction Publique de la catégorie A, échelle 1 ou de la 1^{ère} catégorie, échelle A recrutés en qualité d'Ingénieur des télécommunications, en activité, en détachement ou en disponibilité à la date d'entrée en vigueur du présent décret, seront, pour compter de la même date, nommés Ingénieurs de Conception en informatique et télécommunications, catégorie pour catégorie, échelle pour échelle, classe pour classe, échelon pour échelon.

Article 28 : Nonobstant les dispositions des articles 24 et 25 ci-dessus, les personnels de la Fonction Publique de la catégorie A, échelle 2 ou de la 1^{ère} catégorie, échelle B recrutés en qualité d'Ingénieur d'application des techniques informatiques et titulaires d'une maîtrise portant la mention informatique, système et réseaux informatiques, maintenance informatiques, automatique industrielle ou télécommunication, ou de tout autre diplôme reconnu équivalent, en activité, en détachement ou en disponibilité à la date d'entrée en vigueur du présent décret, seront, pour compter de la même date, nommés Ingénieurs de Conception en informatique et télécommunications, catégorie pour catégorie, échelle pour échelle, classe pour classe, échelon pour échelon.

Article 29 : Nonobstant les dispositions de l'article 24 ci-dessus, les Ingénieurs de Conception en informatique et télécommunications de la catégorie A, échelle 2 ou de la 1^{ère} catégorie, échelle B visés à l'article 28 ci-dessus, pourront prendre part aux concours professionnels en vue d'accéder à l'échelle 1 de la catégorie A, sous réserve de justifier au 31 décembre de l'année du concours d'une ancienneté de cinq (05) ans dans l'Administration dont trois ans dans l'emploi.

La durée de la formation est de un an.

Article 30 : Nonobstant les dispositions de l'article 1, ci-dessus, les agents contractuels de la 1^{ère} catégorie, échelle A ou B, nommés Ingénieurs de Conception en informatique et télécommunications, en application des dispositions des articles 26, 27 et 28, ci-dessus, conservent leur statut d'agent contractuel.

CHAPITRE VI : DE L'EMPLOI D'ADMINISTRATEUR DES SERVICES POSTAUX ET FINANCIERS

Section 1 : Attributions

Article 31 : L'emploi d'Administrateur des services postaux et financiers comprend les attributions suivantes :

- élaborer et suivre la mise en œuvre de la politique nationale dans le domaine postal ;
- concevoir les normes et les procédures techniques de contrôle en matières de services postaux ;
- participer à la définition des méthodes de travail ;
- définir et coordonner la mise en œuvre des programmes de formations techniques d'encadrement et de suivi-évaluation des activités professionnelles du secteur postal ;
- conduire les audits des services postaux ;
- exécuter toutes autres tâches connexes confiées par le supérieur hiérarchique dans le cadre réglementaire.

Section 2 : Modes et conditions d'accès

Article 32 : Les personnels recrutés pour exercer l'emploi d'Administrateur des services postaux et financiers sont appelés Administrateurs des services postaux et financiers.

Article 33 : Les Administrateurs des services postaux et financiers se recrutent par concours direct ouvert par arrêté du Ministre chargé de la Fonction publique aux candidats remplissant les conditions générales de recrutement prévues à l'article 10 de la loi n°013/98/AN du 28 avril 1998 portant régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la Fonction publique et titulaires du diplôme d'Administrateur des services postaux et financiers ou de tout autre diplôme reconnu équivalent.

Les candidats déclarés admis sont intégrés dans la Fonction publique en qualité d'Administrateur des services postaux et financiers stagiaire pour compter de leur date de prise de service.

Section 3 : Classification catégorielle

Article 34 : L'emploi d'Administrateur des services postaux et financiers est classé dans la catégorie A, échelle 1 du régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la Fonction Publique.

Section 4 : Dispositions transitoires

Article 35 : Les personnels de catégorie A, échelle 1 ou 2 et de la 1^{ère} catégorie, échelle A ou B recrutés en qualité d'Administrateur ou d'Inspecteur des postes et services financiers, en activité, en disponibilité ou en détachement à la date d'entrée en vigueur du présent décret seront pour

compter de la même date, nommés Administrateurs des services postaux et financiers, catégorie pour catégorie, échelle pour échelle, classe pour classe échelon pour échelon.

Article 36 : Nonobstant les dispositions de l'article 1 ci-dessus, les agents contractuels de la 1^{ère} catégorie, échelle A ou B, nommés Administrateurs des services postaux et financiers en application des dispositions de l'article 35 ci-dessus, conserve leur statut d'agent contractuel.

CHAPITRE VII : DE L'EMPLOI D'AGENT DE BUREAU DES SERVICES POSTAUX ET FINANCIERS

Section 1 : Attributions

Article 37 : L'emploi d'Agent de bureau des services postaux et financiers comprend les attributions suivantes :

- exécuter les tâches entrant dans le fonctionnement des services des postes et télécommunications ;
- gérer les recettes des 5^{ème} et 6^{ème} classe ;
- exécuter toutes autres tâches concernées confiées par le supérieur hiérarchique.

Section 2 : Modes et conditions d'accès

Article 38 : Les personnels recrutés pour exercer l'emploi d'Agent de bureau des services postaux et financiers sont appelés Agents de bureau des services postaux et financiers.

Article 39 : L'emploi d'Agents de bureau des services postaux et financiers est mis en voie d'extinction.

Pour compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret, la Fonction publique ne procédera plus au recrutement des Agents de bureau des services postaux et financiers.

Section 3 : Classification catégorielle :

Article 40 : L'emploi d'Agent de bureau des services postaux et financiers est classé dans la 4^{ème} catégorie, échelle A du régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la Fonction publique.

Section 4 : Dispositions transitoires

Article 41 : Les personnels de catégorie D, échelle 1, de la 4^{ème} catégorie, échelle A recrutés en qualité d'Agent de bureau des postes et télécommunications, en activité, en disponibilité ou en détachement à la date d'entrée en vigueur du présent décret seront pour compter de la même date, nommés

Agent de bureau des services postaux et financiers, catégorie pour catégorie, échelle pour échelle, classe pour classe échelon pour échelon.

Article 42 : Nonobstant les dispositions de l'article 1 ci-dessus, les fonctionnaires de catégorie D, échelle 1, nommés Agents de bureau des services postaux et financiers en application des dispositions de l'article 41 ci-dessus, conservent leur statut de fonctionnaire.

CHAPITRE VIII : DE L'EMPLOI D'AGENT D'EXPLOITATION DES SERVICES POSTAUX ET FINANCIERS

Section 1 : Attributions

Article 43 : L'emploi d'Agent d'exploitation des services postaux et financiers comprend les attributions suivantes :

- exécuter travaux ressortissant à l'exploitation postale, aux services financiers et à l'exploitation des télécommunications ;
- gérer les recettes des 4^{ème} classe et 3^{ème} classe ;
- exécuter toutes autres tâches concernées confiées par le supérieur hiérarchique.

Section 2 : Modes et conditions d'accès

Article 44 : Les personnels recrutés pour exercer l'emploi d'Agent d'exploitation des services postaux et financiers sont appelés Agents d'exploitation des services postaux et financiers.

Article 45 : L'emploi d'Agent d'exploitation des services postaux et financiers est mis en voie d'extinction.

Pour compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret, la Fonction publique ne procédera plus au recrutement des Agents d'exploitation des services postaux et financiers.

Section 3 : Classification catégorielle

Article 46 : L'emploi d'Agent d'exploitation des services postaux et financiers est classé dans la 3^{ème} catégorie, échelle A du régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la Fonction publique.

Section 4 : Dispositions transitoires

Article 47 : Les personnels de catégorie C, échelle 1, de la 3^{ème} catégorie, échelle A recrutés en qualité d'Agent d'exploitation des postes et télécommunications, en activité, en disponibilité ou en détachement à la date d'entrée en vigueur du présent décret seront pour compter de la même date, nommés Agent d'exploitation des services postaux et financiers, catégorie pour catégorie, échelle pour échelle, classe pour classe échelon pour échelon.

Article 48 : Nonobstant les dispositions de l'article 1 ci-dessus, les fonctionnaires de catégorie C, échelle 1, nommés Agents d'exploitation des services postaux et financiers en application des dispositions de l'article 47 ci-dessus, conservent leur statut de fonctionnaire.

CHAPITRE IX : DE L'EMPLOI DE CONTRÔLEUR DES SERVICES POSTAUX ET FINANCIERS

Section 1 : Attributions

Article 49 : L'emploi de Contrôleur des services postaux et financiers comprend les attributions suivantes :

- exécuter des travaux ressortissant à l'exploitation postale, aux services financiers et à l'exploitation des télécommunications ;
- gérer les recettes des 3^{ème} classe et 2^{ème} classe ;
- encadrer les stagiaires ;
- exécuter toutes autres tâches confiées par le supérieur hiérarchique.

Section 2 : Mode et conditions d'accès

Article 50 : Les personnes recrutées pour exercer l'emploi de Contrôleur des services postaux et financiers sont appelées Contrôleur des services postaux et financiers.

Article 51 : L'emploi de Contrôleur des services postaux et financiers est mis en voie d'extinction.

Pour compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret, la Fonction publique ne procédera plus au recrutement des Contrôleurs des services postaux et financiers.

Section 3 : Classification catégorielle

Article 52 : L'emploi de Contrôleur des services postaux et financiers est classé dans la 2^{ème} catégorie, échelle A du régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la Fonction publique.

Section 4 : Dispositions transitoires

Article 53 : Les personnels de catégorie B, échelle 1 ou de la 2^{ème} catégorie, échelle A recrutés en qualité de Contrôleur des postes et télécommunications, en activité, en disponibilité ou en détachement à la date d'entrée en vigueur du présent décret seront, pour compter de la même date, nommés Contrôleurs des services postaux et financiers, catégorie pour catégorie, échelle pour échelle, classe pour classe, échelon pour échelon.

Article 54 : Nonobstant les dispositions de l'article 1 ci-dessus, les fonctionnaires de catégorie B, échelle 1, nommés Contrôleurs des services postaux et financiers en application des dispositions de l'article 53 ci-dessus, conservent leur statut de fonctionnaire.

CHAPITRE X : EMPLOI D'INSPECTEUR DES SERVICES POSTAUX ET FINANCIERS

Section 1 : Attributions

Article 55 : L'emploi d'Inspecteur des services postaux et financiers comprend les attributions suivantes :

- organiser, contrôler et surveiller les activités des services des postes et télécommunication ;
- encadrer les stagiaires ;
- gérer les recettes postales à partir de la 1^{ère} classe ;
- professer des cours d'instruction professionnelle ;
- effectuer les fonctions d'Inspecteur itinérant
- exécuter toutes autres tâches connexes confiées par le supérieur hiérarchique.

Section 2 : Mode et conditions d'accès

Article 56 : Les personnels recrutés pour exercer l'emploi d'Inspecteur des services postaux et financiers sont appelés Inspecteurs des services postaux et financiers.

Article 57 : L'emploi d'Inspecteur des services postaux et financiers est mis en voie d'extinction.

Pour compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret, la Fonction publique ne procédera plus au recrutement des Inspecteurs des services postaux et financiers.

Section 3 : Classification catégorielle

Article 58 : L'emploi d'Inspecteur des services postaux et financiers est classé dans la 1^{ère} catégorie, échelle B du régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la Fonction publique.

Section 4 : Dispositions transitoires

Article 59 : Les personnels de catégorie A, échelle 2 ou de la 1^{ère} catégorie, échelle B, recrutés en qualité d'Inspecteur des postes et télécommunications, en activité, en disponibilité ou en détachement à la date d'entrée en vigueur du présent décret seront pour compter de la même date, nommés

Inspecteurs des services postaux et financiers, catégorie pour catégorie, échelle pour échelle, classe pour classe échelon pour échelon.

Article 60 : Nonobstant les dispositions de l'article 1 ci-dessus, les fonctionnaires de catégorie A, échelle 2, nommés Inspecteurs des services postaux et financiers en application des dispositions de l'article 59 ci-dessus, conservent leur statut de fonctionnaire.

CHAPITRE XI : EMPLOI D'AGENT TECHNIQUE DE TELECOMMUNICATIONS

Section 1 : Attributions

Article 61 : L'emploi d'Agent technique des télécommunications comprend les attributions suivantes :

- effectuer le montage, la mise en service des lignes au câble télégraphique et téléphonique ;
- entretenir les lignes au câble télégraphique et téléphonique, les installations télégraphiques et téléphoniques ou des stations radiotélégraphiques et radiotéléphoniques ainsi que des appareils servant à leur fonctionnement ;
- effectuer tous les travaux intéressant les câbles des télécommunications ;
- exécuter toutes autres tâches connexes confiées par le supérieur hiérarchique.

Section 2 : Mode et conditions d'accès

Article 62 : Les personnels recrutés pour exercer l'emploi d'Agent technique des télécommunications sont appelés Agents techniques des télécommunications.

Article 63 : L'emploi d'Agent technique des télécommunications est mis en voie d'extinction.

Pour compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret, la Fonction publique ne procédera plus au recrutement des Agents techniques des télécommunications.

Section 3 : Classification catégorielle

Article 64 : L'emploi d'Agents techniques des télécommunications est classé dans la 4^{ème} catégorie, échelle A du régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la Fonction publique.

Section 4 : Dispositions transitoires

Article 65 : Les personnels de catégorie D, échelle 1, de la 4^{ème} catégorie, échelle A, recrutés en qualité d'Agent techniques des télécommunications, en activité, en disponibilité ou en détachement à la date d'entrée en vigueur du présent décret seront pour compter de la même date, nommés Agents techniques des télécommunications, catégorie pour catégorie, échelle pour échelle, classe pour classe échelon pour échelon.

Article 66 : Nonobstant les dispositions de l'article 1 ci-dessus, les fonctionnaires de catégorie D, échelle 1, nommés Agents techniques des télécommunications en application des dispositions de l'article 65 ci-dessus, conservent leur statut de fonctionnaire.

CHAPITRE XII : L'EMPLOI D'AGENT DES INSTALLATIONS ELECTRO-MECANIKES (I E M)

Section 1 : Attributions

Article 67 : L'emploi d'Agent des installations électromécaniques comprend les attributions suivantes :

- effectuer le montage, la mise en œuvre des installations techniques des télécommunications ;
- entretenir les installations techniques des télécommunications ;
- exécuter toutes autres tâches connexes confiées par le supérieur hiérarchique.

Section 2 : Modes et conditions d'accès

Article 68 : Les personnels recrutés pour exercer l'emploi d'Agent des installations électromécaniques appelés Agents des installations électromécaniques.

Article 69 : L'emploi d'Agent des installations électromécaniques est mis en voie d'extinction.

Pour compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret, la Fonction publique ne procédera plus au recrutement des Agents des installations électromécaniques.

Section 3 : Classification catégorielle

Article 70 : L'emploi d'Agent des installations électromécaniques est classé dans la 3^{ème} catégorie, échelle A du régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la Fonction publique.

Section 4 : Dispositions transitoires

Article 71 : Les personnels de catégorie C, échelle 1, de la 3^{ème} catégorie, échelle A recrutés en qualité d'Agent des installations électromécaniques, en activité, en disponibilité ou en détachement à la date d'entrée en vigueur du présent décret seront, pour compter de la même date, nommés Agents des installations électromécaniques, catégorie pour catégorie, échelle pour échelle, classe pour classe échelon pour échelon.

Article 72 : Nonobstant les dispositions de l'article 1 ci-dessus, les fonctionnaires de catégorie C, échelle 1, nommés Agents des installations électromécaniques en application des dispositions de l'article 71 ci-dessus, conservent leur statut de fonctionnaire.

CHAPITRE XIII : DE L'EMPLOI DE CONTROLEURS DES INSTALLATIONS ELECTRO-MECANQUES (I E M)

Section 1 : Attributions

Article 73 : L'emploi de Contrôleur des installations électromécaniques comprend les attributions suivantes :

- effectuer le montage, la mise en œuvre des installations techniques des télécommunications ;
- encadrer les stagiaires ;
- exécuter toutes autres tâches connexes confiées par le supérieur hiérarchique.

Section 2 : Mode et conditions d'accès

Article 74 : Les personnels recrutés pour exercer l'emploi de Contrôleur des installations électromécaniques sont appelés Contrôleurs des installations électromécaniques.

Article 75 : L'emploi de Contrôleur des installations électromécaniques est mis en voie d'extinction.

Pour compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret, la Fonction publique ne procédera plus au recrutement des Contrôleurs des installations électromécaniques.

Section 3 : Classification catégorielle

Article 76 : L'emploi de Contrôleur des installations électromécaniques est classé dans la 2^{ème} catégorie, échelle A du régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la Fonction publique.

Section 4 : Dispositions transitoires

Article 77 : Les personnels de catégorie B, échelle 1 ou de la 2^{ème} catégorie, échelle A recrutés en qualité de Contrôleur des installations électromécaniques, en activité, en disponibilité ou en détachement à la date d'entrée en vigueur du présent décret seront, pour compter de la même date, nommés Contrôleurs des installations électromécaniques, catégorie pour catégorie, échelle pour échelle, classe pour classe, échelon pour échelon.

Article 78 : Nonobstant les dispositions de l'article 1 ci-dessus, les fonctionnaires de catégorie B, échelle 1, nommés Contrôleurs des Installations électromécanique en application des dispositions de l'article 77 ci-dessus, conservent leur statut de fonctionnaire.

CHAPITRE XIV : DE L'EMPLOI D'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS ELECTROMECANQUES (I.E.M)

Section 1 : Attributions

Article 79 : l'emploi d'Inspecteur des I. E. M comprend les attributions suivantes :

- contrôler et surveiller les activités des services d'exécution ;
- encadrer les stagiaires ;
- gérer les centres de télécommunications de classe supérieure à la 2^{ème} classe ;
- exécuter toutes autres tâches connexes confiées par le supérieur hiérarchique.

Section 2 : Mode et conditions d'accès

Article 80 : Les personnels recrutés pour exercer l'emploi d'Inspecteur des installations électromécaniques sont appelés Inspecteurs des installations électromécaniques.

Article 81 : L'emploi d'Inspecteur des installations électromécaniques est mis en voie d'extinction.

Pour compter de la date d'entrée en vigueur du présent décret, la Fonction publique ne procédera plus au recrutement des Inspecteurs des I. E. M.

Section 3 : Classification catégorielle

Article 82 : L'emploi d'Inspecteur des I. E. M est classé dans la 1^{ère} catégorie, échelle B du régime juridique applicable aux emplois et aux agents de la Fonction publique.

Section 4 : Dispositions transitoires

Article 83 : Les personnels de la Fonction publique de la catégorie A, échelle 2 ou de la 1^{ère} catégorie, échelle B, recrutés en qualité d'Inspecteur des installations électromécaniques (I.E.M), en activité, en disponibilité ou en détachement à la date d'entrée en vigueur du présent décret, seront, pour compter de la même date, nommés Inspecteurs des I. E. M, catégorie pour catégorie, échelle pour échelle, classe pour classe, échelon pour échelon.

Article 84 : Nonobstant les dispositions de l'article 1 ci-dessus, les fonctionnaires de catégorie A, échelle 2, nommés Inspecteurs des Installations électromécanique en application des dispositions de l'article 83 ci-dessus, conservent leur statut de fonctionnaire.

CHAPITRE XV : DISPOSITIONS COMMUNES ET FINALES

Section 1 : Dispositions Communes

Article 85 : Les personnels occupant les emplois décrits dans le présent décret sont liés par l'obligation de discrétion professionnelle pour tout ce qui concerne les faits et informations dont ils ont connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

Article 86 : Toute violation des droits d'accès, tout détournement, toute soustraction ou manipulation à des fins préjudiciables aux intérêts de l'Administration de pièces ou documents de service ou d'informations jugés confidentiels ou de nature légale est passible de sanctions disciplinaires sans préjudice d'éventuelles sanctions pénales. Il en est de même de leur communication ou de leur reproduction, à moins qu'elles ne soient exécutées pour raison de service et dans les formes prescrites par les textes.

Article 87 : L'obligation de discrétion professionnelle ne s'applique pas à la dénonciation, dans les conditions fixées par la législation pénale, des crimes ou délits dont l'agent a pu avoir connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, ni aux témoignages qu'il peut être appelé à faire à la demande d'une autorité judiciaire ou administrative compétente.

Section 2 : Dispositions Finales

Article 88 : Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires.

Article 89 : Le Ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, le Ministre des postes et des technologies de l'information et de la communication, le Ministre de l'économie et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 10 Juin 2009

Le Premier Ministre


Tertius ZONGO

Le Ministre de la fonction publique
et de la réforme de l'Etat



Soungalo OUATTARA

Le Ministre des postes et des technologies
de l'information et de la communication



Noël KABORE

Le Ministre de l'économie et des finances



Lucien Marie Noël BEMBAMBA

